

Bulletin d'information du Canada sur la traite de personnes

BÂTIR UN CANADA SÉCURITAIRE ET RÉILIENT

Organisation en vedette

Walk With Me

Walk With Me a été créée par une survivante de la traite de personnes qui voulait s'assurer que les survivantes de ce phénomène participent aux soins d'urgence offerts aux victimes, et reconnaître que les survivantes devraient participer à l'élaboration d'une intervention communautaire coordonnée qui peut répondre aux besoins immédiats et à long terme des victimes.

Depuis sa création en 2009, Walk With Me a collaboré étroitement avec divers services de police et a fourni des services et des mesures d'aide uniques à de nombreuses victimes de la traite de personnes en Ontario et ailleurs au Canada.

L'énoncé de mission de Walk With Me est « transformer la vie des victimes de la traite de personnes tout en éradiquant l'esclavage ». [traduction]

Vous pouvez obtenir de plus amples renseignements sur Walk With Me et le travail de l'organisation à l'adresse <http://www.walk-with-me.org/home.html>.

Formation et événements

Programme «Our Circle to Protect Sacred Lives»

Dans le cadre de son engagement national continu visant à mettre fin à la traite de filles et de femmes à des fins d'exploitation sexuelle au Canada, la Fondation canadienne des femmes finance «Our Circle to Protect Sacred Lives», un programme novateur offert au Manitoba et dans le Nord-Ouest de la Colombie-Britannique.

«Our Circle to Protect Sacred Lives» établit des partenariats entre des organismes communautaires situés dans des villes et des collectivités des Premières Nations qui vivent en milieu

DANS CE NUMÉRO

Organisation en vedette - Walk With Me

Formation et événements

Nouvelles du gouvernement du Canada

Dans les régions

Bilan des examens législatifs/réglementaires

Occasions de financement

Études et publications

rural, isolé ou éloigné ainsi que d'autres organismes communautaires dans le cadre d'une séance de formation de trois jours visant à aider chaque collectivité à acquérir des connaissances, à élaborer un plan communautaire de lutte contre la traite et à bâtir un réseau solide et durable pour l'échange d'information, la formation et les partenariats.

Les participants à la formation acquerront des connaissances sur :

- les répercussions de la traite de personnes sur la vie des filles et des femmes;
- les tactiques actuelles de recrutement, de leurre et de contrôle que les trafiquants utilisent (surtout dans leurs localités et leurs régions);



- les techniques de planification communautaire pour aider les filles et les femmes à être en sécurité dans leur collectivité et lorsqu'elles se rendent dans des zones urbaines;
- l'établissement d'un modèle de réseau offrant des communications et un soutien constants, en plus de permettre l'échange d'information.

Le modèle du programme se fonde sur les connaissances et les points forts des collectivités, et il est conçu spécialement pour honorer les valeurs et la diversité des collectivités des Premières Nations dans lesquelles celui-ci est offert. Par exemple, les techniques de planification communautaire nécessitent la participation des Aînés en tant que gardiens de la sagesse, du chef et du Conseil pour assurer un leadership, des membres de la collectivité en tant qu'aidants, en plus de l'utilisation de la culture, de la langue et de la terre à des fins de guérison.

Au total, 20 collectivités des Premières Nations participeront au programme offert au Manitoba par l'Assemblée des chefs de cette province. Cinq collectivités (dont quatre collectivités des Premières Nations) de la vallée de la rivière Nass participeront au programme de la Colombie-Britannique, offert par la Première Nation Nisga.

La contribution de la Fondation canadienne des femmes a été égalée par les Services à la famille de la province du Manitoba et le Bureau de lutte contre la traite des personnes de la Colombie-Britannique (BC OCTIP).

Ce financement s'inscrit dans une stratégie plus large, à laquelle un budget de deux millions a été affecté, que la Fondation canadienne des femmes déploiera au cours de la prochaine année. Cet argent permettra de financer des programmes qui viennent en aide aux femmes et aux filles qui souhaitent échapper à l'exploitation sexuelle et refaire leur vie, par la recherche, la réunion d'experts, de survivantes et de dirigeants communautaires au sein d'un groupe de travail sur la traite des femmes et des filles au Canada.

Pour en savoir plus sur les activités de la Fondation canadienne des femmes visant à mettre un terme à la traite de personnes, consultez le site <http://www.canadianwomen.org/fr/traite>.

Forum sur la traite des personnes et possibilités de réseautage à Toronto (Ontario)

Cet hiver, Toronto accueillera un **forum** qui présentera de l'information nationale et locale sur la traite de personnes et sur son résultat le plus répandu, la prostitution. Ces forums présenteront l'histoire de survivantes de l'exploitation des femmes; à Toronto, [Katarina MacLeod](#) parlera de son expérience.

Les forums sont présentés par **Defend Dignity** et l'**Alliance évangélique du Canada**. En plus de pouvoir écouter les conférencières susmentionnées, les participants recevront de l'information sur le cadre juridique de la loi nordique, que le Canada pourrait utiliser pour lutter efficacement contre la traite de personnes. Ils auront également l'occasion de faire du réseautage avec des représentants d'organisations de première ligne locales qui œuvrent au nom des personnes exploitées.

Le forum aura lieu à Toronto, au People's Church (374, avenue Sheppard Est), le samedi 29 mars 2014.

D'autres forums ont également été tenus, soit à Abbotsford, en Colombie-Britannique, le dimanche 26 janvier 2014, et à Grande Prairie, en Alberta, le samedi 22 février 2014.

Nouvelle ressource du Conseil canadien pour les réfugiés (CCR) : Trousse de démarrage pour la sensibilisation à la traite de personnes

Le **Conseil canadien pour les réfugiés (CCR)** a publié une **trousse de démarrage** destinée à toute personne souhaitant lancer des activités de liaison et de sensibilisation sur la traite de personnes, ou améliorer les activités existantes à ce sujet, dans leurs collectivités, leurs organisations ou leurs secteurs.

Le CCR a conçu la trousse en collaboration avec des groupes de lutte contre la traite de personnes de partout au Canada, et il a reçu une subvention de la Fondation canadienne des femmes.

Elle est disponible en ligne, en français et en anglais, à l'adresse ccrweb.ca/en/trafficking-starter-kit.

Le CCR espère aider des groupes et des particuliers à apprendre les uns des autres, à bâtir à l'aide d'outils déjà existants et à éviter de doubler le travail.

Pour obtenir d'autres renseignements sur la campagne du CCR visant à protéger les victimes de la traite de personnes au Canada, veuillez consulter le site trafficking.ca.

Nouvelles du gouvernement du Canada

Plan d'action national de lutte contre la traite des personnes – Le rapport annuel sur les progrès (2012-2013) a été publié!

Le 9 décembre 2013, le ministre de la Sécurité publique et de la Protection Civile a annoncé la publication du premier rapport annuel sur les progrès au sujet de la mise en œuvre d'engagements pris dans le cadre du Plan d'action national de lutte contre la traite des personnes (juin 2012). Le rapport présente les progrès réalisés au sujet du Plan d'action national (de juin 2012 à mars 2013) et les prochaines étapes que suivra le gouvernement pour lutter contre ce crime en 2013.

Vous pouvez consulter le rapport à l'adresse: <http://www.securitepublique.gc.ca/cnt/rsrscs/pblctns/2013-ntnl-ctn-pln-cmbt-hmn/index-fra.aspx>.

Création d'une équipe spéciale d'application de la loi de la GRC en matière de lutte contre la traite de personnes à Montréal (Québec)

Le 9 décembre 2013, le ministre de la Sécurité publique a annoncé la création d'une équipe dédiée de l'application de la loi de la Gendarmerie royale du Canada (GRC) en matière de lutte contre la traite de personnes. Représentant l'un des engagements clés pris dans le cadre du Plan d'action national, cette équipe est située à Montréal (Québec), et ses membres collaboreront de près avec les partenaires du domaine de l'application de la loi dans la province pour lutter contre la traite de personnes au Canada.

Vous pouvez lire le communiqué de presse à l'adresse <http://www.securitepublique.gc.ca/cnt/nws/nws-rs/2013/20131209-fra.aspx>.

Consultation des intervenants en matière de traite de personnes – Le rapport sommaire national (2012-2013) a été publié!

À la suite des consultations des intervenants en matière de traite de personnes qui ont eu lieu à l'automne 2012 et au printemps 2013, SP a préparé un rapport sommaire national qui souligne les principaux thèmes et les principales conclusions à l'échelle régionale et nationale au sujet des menaces existantes et nouvelles; des efforts et des initiatives, des difficultés, des barrières et des lacunes ainsi que des domaines d'intérêt futurs. Les renseignements tirés de ces consultations serviront à orienter les priorités du gouvernement à mesure que le Canada s'inspirera des efforts déployés actuellement pour prévenir et combattre la traite de personnes sous toutes ses formes.

Vous pouvez consulter le rapport à l'adresse <http://www.securitepublique.gc.ca/cnt/rsrscs/pblctns/2013-hmn-trffckng-stkhldr/index-fra.aspx>.

Sécurité publique Canada organise le Forum en ligne sur la traite de personnes!

Le 21 novembre 2013, SP a organisé le premier d'une série de forums en ligne sur la traite de personnes. De 80 à 90 intervenants, dont des représentants de la société civile, d'organisations non gouvernementales, du milieu universitaire, des gouvernements provinciaux et territoriaux et d'organismes d'application de la loi ont participé à l'événement. Des représentants de ministères fédéraux ont répondu aux questions soumises à l'avance sur le Plan d'action national, le travail du Centre national de coordination contre la traite de personnes de la GRC et la traite des Autochtones.

Le Centre pour les réfugiés FCJ, le BC OCTIP, Mosaic Language Services et la province de l'Alberta (organisations gouvernementales – organismes non-gouvernementaux mixte) ont aussi fait un exposé sur leur travail dans le cadre de la lutte contre la traite de personnes.

Si vous aimeriez recevoir des avis sur les forums en ligne prévus, veuillez envoyer un courriel au Groupe de travail sur la traite de personnes (HTT.GTTP@ps-sp.gc.ca).

La GRC lance la Stratégie nationale de lutte contre la traite de personnes

La Stratégie nationale de lutte contre la traite de personnes de la GRC présente les efforts actuels et futurs déployés pour lutter contre ce crime. L'objectif de la GRC est de réduire la prévalence de la traite de personnes au Canada et à l'étranger ainsi que de réduire les préjudices qui y sont liés. Pour atteindre cet objectif, la GRC s'est engagée à réaliser les quatre objectifs stratégiques suivants :

- renforcer les stratégies de prévention au Canada;
- mieux aider et mieux protéger les victimes de la traite de personnes au Canada;
- améliorer la détection, la répression et la poursuite des cas de traite de personnes au Canada;
- renforcer les partenariats établis pour lutter contre la traite de personnes au Canada et à l'étranger.

Ces objectifs stratégiques aideront la GRC à lutter efficacement contre ce qui nuit actuellement à la poursuite, à la prévention, à la protection et à l'établissement de partenariats dans le domaine de la traite de personnes.

Vous pouvez consulter le sommaire ou commander une copie de la Stratégie nationale à l'adresse <http://www.rcmp-grc.gc.ca/pubs/ht-tp/2012/index-fra.htm>.

Sécurité publique Canada accueille le Forum national sur la traite des personnes

Sécurité publique Canada a accueilli le Forum national sur la traite des personnes les 29 et 30 janvier 2014 à Ottawa (Ontario). Cet événement de deux jours a rassemblé environ cent intervenants et décideurs clés provenant de divers secteurs de tout le pays, y compris des représentants des gouvernements, d'organismes d'application de la loi, d'ONG et de fournisseurs de services ainsi que des survivants engagés dans la lutte contre la traite de personnes.

L'honorable Steven Blaney, ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile, et la députée Joy Smith ont aussi assisté au Forum.

Les présentations faites pendant le Forum mettaient l'accent sur l'échange d'information et l'établissement de pratiques exemplaires, mais les participants ont aussi eu l'occasion de cibler les domaines d'intérêts dans lesquels des efforts continus sont nécessaires, et de relever les mesures qui guideront les efforts déployés dans le cadre du *Plan d'action national de lutte contre la traite des personnes*.

Sécurité publique Canada voudrait remercier les participants à cet événement et leur exprimer sa reconnaissance.

Dans les régions

Ouest canadien

BC OCTIP lance un nouveau projet de prévention de l'exploitation par le travail

Le projet « **Prévention de l'exploitation par le travail et de la traite d'aide familiaux** » compte diverses composantes et il est mis en œuvre en collaboration avec la West Coast Domestic Workers Association (Colombie-Britannique) et la People's Law School Legal Education Society (Colombie-Britannique). Le principal objectif de ce projet est de donner des renseignements de nature juridique à des aides familiaux, à leurs fournisseurs de services et à leur réseau de soutien social sur la façon de prévenir l'exploitation et la traite de personnes. Des ateliers seront tenus dans 14 collectivités de la province.

Jusqu'à maintenant, des ateliers ont été offerts à Nanaimo, à Vernon, à Victoria, à Prince George, à Dawson Creek, à Burnaby, à Kamloops et à Squamish. Ce projet a été rendu possible grâce au financement versé par le gouvernement du Canada par l'entremise de Welcome BC.

Un compte rendu des discussions et des recommandations concernant d'autres mesures de prévention de l'exploitation des aides familiaux par le travail seront rédigés à la fin du projet.

Pour en apprendre davantage, veuillez communiquer avec Victor Porter à l'adresse Victor.Porter@gov.bc.ca.

Prairies

L'Alberta reçoit une subvention fédérale pour lutter contre la traite de personnes

L'organisation **ACT Alberta** est heureuse de faire partie d'un nouveau projet de lutte contre la traite de personnes à des fins d'exploitation sexuelle à Edmonton. Condition féminine Canada fournit un financement pour créer un plan d'action communautaire de prévention et de réduction de la traite de personnes à des fins sexuelles à Edmonton.

ACT Alberta collaborera avec des partenaires communautaires, c'est-à-dire le Centre to End All Sexual Exploitation (CEASE), le YWCA d'Edmonton, le Sexual Assault Centre Edmonton (SACE), REACH Edmonton, ASSIST Community Services, le Service de police d'Edmonton et la Ville d'Edmonton, l'administration et le conseil de la ville par l'entremise du conseiller Amarjeet Sohi.

Vous pouvez obtenir de plus amples renseignements à l'adresse <http://www.swc-cfc.gc.ca/med/news-nouvelles/2013/1207-fra.html>.

Ontario

Coalition d'aide aux victimes de la traite de personnes (CATI) du comté de London et Middlesex

La **Coalition d'aide aux victimes de la traite de personnes (CATI)** du comté de London et Middlesex regroupe plus de 20 organismes de services sociaux, organisations non gouvernementales et particuliers qui offrent une formation au personnel d'agences de services pour leur permettre de reconnaître les personnes qui ont été victimes de la traite de personnes et d'intervenir auprès d'elles, de coordonner la prestation de services aux personnes qui ont été victimes de la traite de personnes et de chercher à prévenir d'autres cas de traite de personnes en sensibilisant la population à ce crime.

Chaque personne qui a été victime de la traite de personnes aura des préoccupations différentes et des besoins uniques en matière de services. CATI s'adapte à ces besoins uniques et tente d'y répondre en coordonnant des services comme de l'interprétation, des refuges et des logements, des soins de santé, de l'aide juridique, du soutien psychologique et du counseling ainsi que de l'accompagnement à des entrevues

avec des organismes du gouvernement, des services de police ou un procureur.

En 2012, CATI a reçu une subvention de 54 000 \$ de la Fondation Trillium de l'Ontario afin de concevoir et de mettre en place un programme de formation destiné aux fournisseurs de services de première ligne afin de leur permettre de reconnaître et d'appuyer les victimes de la traite de personnes.

L'organisation a conçu un programme de formation et a publié plus de 400 copies du manuel de formation. Ses membres ont formé plus de 210 travailleurs de première ligne de tous les secteurs, dont la santé, les services aux Autochtones, la justice, la violence contre les femmes, les refuges, le counseling et les services à l'enfance et à la jeunesse. Elle a aussi lancé un site Web interactif sur la traite de personnes (www.catilondon.ca) et une ligne d'aide opérationnelle en tout temps (519-458-2272).

Puisque les victimes de la traite de personnes entrent en contact avec les services sociaux de diverses façons, il faut s'assurer que chaque endroit est en mesure d'aider ces personnes et que nous sommes tous prêts à les aider et à répondre à leurs besoins et ce, à l'aide des bons outils.

Pour de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec Sue Wilson, présidente de CATI, Bureau pour la justice systémique, Sœurs de Saint-Joseph au Canada, au 519-432-3781, poste 402, ou, par courriel, à l'adresse swilson@csj.london.on.ca. Vous pouvez aussi communiquer avec AnnaLise Trudell, coordonnatrice de projets, au 519-439-0844, poste 222, ou par courriel à l'adresse atrudell@uwo.ca.

Efforts de sensibilisation du London Anti-Human Trafficking Committee (LAHT)

Le **London Anti-Human Trafficking Committee (LAHT)**, situé à London (Ontario), a fait de nombreux efforts pour sensibiliser la population en donnant des présentations à des organismes de services sociaux, dans des églises et dans des écoles locales à l'aide de la trousse pour les jeunes de la GRC. Des étudiants demandaient régulièrement des trousseaux pour faire des présentations eux-mêmes à d'autres groupes d'étudiants.

Le 28 novembre 2013, LAHT a accueilli un symposium de la jeunesse pendant lequel des étudiants d'écoles secondaires de la région de London ont discuté avec des représentants d'organismes d'application de la loi, des activistes des droits de la personne, des professionnels en services sociaux et une survivante de l'industrie du sexe pour aborder les enjeux actuels et faire un remue-méninges pour trouver des façons de participer à la lutte contre la traite de personnes. Puisque de nombreux jeunes sont ciblés à des fins d'exploitation, il s'agit d'une étape importante vers la protection et la prévention, en plus d'être une occasion d'éduquer et de sensibiliser la population.

LAHT collabore aussi avec d'autres groupes aux vues similaires comme Free Them, Walk With Me, the Alliance Against Modern Slavery, Sex Trade 101, Rising Angels, Break the Silence, CATI et de nombreux autres.

En 2006, LAHT comptait 6 membres fondateurs, mais aujourd'hui, elle peut compter sur plus de 75 membres et membres associés. LAHT est entièrement dirigée par des bénévoles, et elle tente actuellement d'obtenir le statut d'organisme de bienfaisance.

Vous pouvez envoyer un courriel à Aura Burditt, présidente (auraburditt@rogers.com), ou consulter le site Web de LAHT (www.stopht.ca) pour obtenir de plus amples renseignements.

Projet imPACT – Initiative de prévention de la traite de personnes d'Ottawa

Projet imPACT, une initiative de prévention de la traite de personnes de **PACT-Ottawa**, a été lancé. Ce projet, auquel participent de nombreux intervenants provenant de divers secteurs, vise à prévenir et à réduire la traite de filles et de femmes à Ottawa grâce à la planification communautaire.

PACT collabore étroitement avec Prévention du crime Ottawa, le Service de police d'Ottawa et le Centre pour femmes St.Joe's. Ses responsables mènent actuellement une évaluation locale de la sécurité pour évaluer l'état de la traite de filles et de femmes et de l'exploitation connexe dans la région de la capitale nationale.

Dans le cadre de la vérification locale de la sécurité, PACT organise des groupes de discussion avec ses intervenants, en plus de mener des entrevues avec des personnes-ressources clés ayant divers points de vue. Le groupe d'intervenants de

PACT regroupe des hauts représentants d'organisations qui comprennent les ressources et la structure des mesures de soutien offertes aux victimes et aux survivants de la traite de personnes à Ottawa. Grâce à ces groupes de discussion, l'organisation espère acquérir une meilleure compréhension des obstacles institutionnels et des autres facteurs qui nuisent aux efforts communautaires visant à éliminer la traite de filles et de femmes à des fins d'exploitation sexuelle. Les intervenants joueront aussi un rôle dans la conception d'un plan d'action préventif permettant de répondre aux besoins particuliers des filles et des femmes à risque.

PACT souhaite mieux comprendre, à l'aide des personnes-ressources clés, la situation en matière de traite de personnes dans la région de la capitale nationale. On trouve parmi ces personnes-ressources des survivants de la traite de personnes, des personnes provenant de groupes à risque face à la traite de personnes et des travailleurs de première ligne qui œuvrent directement auprès de victimes, de survivants et de populations à risque. PACT organise des rencontres individuelles avec des personnes-ressources clés pour connaître la situation plus en détail grâce à leurs connaissances et à leur expérience.

Dans le cadre de ses efforts visant à inclure des perspectives diverses et inclusives dans ses recherches, PACT aura le plaisir de recevoir les demandes des personnes intéressées à participer au projet à titre de personnes-ressources clés ou d'intervenants, selon les critères susmentionnés. Si vous possédez des connaissances sur la traite de personnes à Ottawa et que vous souhaitez participer d'une façon ou d'une autre, veuillez téléphoner à Elise Wohlbold au 613-875-PACT (7228) ou lui envoyer un courriel à l'adresse e.wohlbold@pact-ottawa.org.

Québec

Élaboration en cours – Première base de données interactive en ligne sur la traite de personnes au Canada

Chab Dai Canada (Main Dans La Main) travaille dans le but de lancer la première **base de données** entièrement interactive en ligne **sur la traite de personnes** au Canada.

Les victimes, les survivants, les organismes d'application de la loi, les ONG, le gouvernement, les bénévoles et les travailleurs de première ligne pourront consulter la base de données pour rapidement trouver les services et les personnes-ressources dont ils ont besoin. Les filtres de recherches comprendront le lieu et le type d'organisation ou d'organisme, les services répartis par âge, sexe, orientation sexuelle, religion et statut d'immigration. La base de données permettra aussi de faire des recherches à l'aide de renvois en fonction de la question de savoir si une organisation recherche des bénévoles, compte des employés qui ont reçu une formation sur la traite de personnes, respecte des politiques acceptables en matière de protection de l'enfance, fait preuve de transparence sur le plan financier, fait partie d'une coalition reconnue, entretient des liens avec des organismes d'application de la loi et a une politique de confidentialité ou de relations avec les médias.

Le registre de la liberté est un outil qui fera partie d'un site international plus étendu, appelé Collectif sur la liberté, dont la version BÊTA est actuellement déployée. Ce site offre déjà une bibliothèque de référence en ligne sur la traite de personnes, et il comptera bientôt une plateforme sociale où les organisations, les gouvernements et les particuliers qui participent à la lutte contre la traite de personnes pourront échanger des idées et des pratiques exemplaires, en plus de discuter des tendances, des préoccupations et des solutions actuelles. Le site du collectif est maintenant fonctionnel. Le Registre canadien de la liberté est ouvert, mais il est toujours à l'essai. Un comité directeur national peaufine les options de recherche et le processus de vérification. Chab Dai Canada espère lancer la version finale du Registre canadien de la liberté d'ici novembre prochain.

Pour en connaître davantage sur le projet et pour inscrire votre organisation, veuillez consulter le site www.freedomcollaborative.org.

Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec christy.langschmidt@chabdai.org.

Pour faire un don destiné à ce projet, rendez-vous à l'adresse <http://chabdai.ca/donate/>.

L'Assemblée nationale du Québec adopte à l'unanimité une motion sur la traite de personnes

Dans le cadre des 12 jours d'activisme contre la violence faite aux femmes, le 6 décembre 2013, le **Cercle des femmes parlementaires du Québec** a présenté une motion sur la traite de personnes, qui a été adoptée à l'unanimité par l'Assemblée nationale du Québec. Vous pouvez en apprendre davantage et consulter le communiqué de presse à l'adresse <http://communiqués.gouv.qc.ca/gouvqc/communiqués/GPQF/Decembre2013/06/c8544.html>.

Bilan des examens législatifs/réglementaires

Le projet de loi d'initiative parlementaire C-452, *Loi modifiant le Code criminel (exploitation et traite des personnes)*, a été examiné par la Chambre des communes le 26 novembre 2013, puis il a fait l'objet d'une deuxième lecture au Sénat le 4 février 2014. Ce projet de loi, s'il est adopté, modifiera le *Code criminel* pour y inclure la concurrence des peines pour les infractions liées à la traite de personnes et pour créer une présomption en ce qui a trait à l'exploitation d'une personne par une autre. Il permettra aussi d'ajouter la traite de personnes à la liste des infractions auxquelles la confiscation des produits de la criminalité s'applique.

Pour obtenir de plus amples renseignements et pour suivre les progrès réalisés au sujet de ce projet de loi, veuillez consulter le

<http://www.parl.gc.ca/LEGISinfo/BillDetails.aspx?Mode=1&billId=6254142&Language=F>

Changements au Règlement sur l'immigration et la protection des réfugiés

Dans le cadre du Plan d'action national de lutte contre la traite de personnes, Emploi et Développement social Canada (EDSC) et Citoyenneté et Immigration Canada (CIC) ont modifié le *Règlement sur l'immigration et la protection des réfugiés* pour protéger davantage les travailleurs étrangers temporaires. Ces modifications obligent, par exemple, les employeurs à faire des efforts

raisonnables pour offrir un milieu de travail exempt de violence (de nature physique, psychologique, sexuelle ou financière), selon la définition qui en est donnée dans la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés*. De plus, ESDC ne traitera plus les demandes d'avis relatifs au marché du travail présentées par des employeurs qui offrent régulièrement des services d'effeuillage, de danse érotique, d'escorte ou de massages érotiques. De la même façon, CIC n'accordera plus de permis de travail à des ressortissants étrangers destinés à travailler pour ces employeurs. Vous pouvez consulter la *Gazette du Canada*, à l'adresse <http://www.gazette.gc.ca/rp-pr/p2/2014/2014-01-01/html/sor-dors245-fra.php>, pour voir la liste complète des modifications au *Règlement sur l'immigration et la protection des réfugiés*.

Occasions de financement

Le **Fonds d'aide aux victimes** de Justice Canada permet d'offrir de l'aide financière sous forme de subventions et de contributions à des particuliers, à des organismes et à des gouvernements provinciaux et territoriaux, en appui à la mise sur pied de projets et d'activités qui encouragent l'innovation à l'égard des services aux victimes, améliorent les services existants, facilitent l'accès à la justice, améliorent la capacité des fournisseurs de services, favorisent l'établissement de réseaux d'aiguillage et sensibilisent le public à l'égard des services offerts aux victimes d'actes criminels et à leur famille, y compris les victimes de traite de personnes.

Pour obtenir plus de renseignements sur le Fonds d'aide aux victimes et sur la façon de faire une demande, visitez le <http://www.justice.gc.ca/fra/pi/cpcv-pcvi/pres-over.html>.

Études et publications

Une revue universitaire internationale spécialisée sur la traite de personnes sera publiée d'ici le début de 2015

Rochelle Dalla, professeure agrégée à l'Université du Nebraska à Lincoln, a reçu l'approbation pour créer la première revue universitaire internationale consacrée à la traite de personnes. Le *Journal of Human Trafficking*, qui couvrira toutes les formes de ce crime, y compris le travail forcé, la traite à des fins d'exploitation sexuelle et la

traite d'enfants, sera publié par Routledge, un éditeur mondial dans le domaine des sciences humaines et des sciences sociales. Le premier numéro de cette publication trimestrielle sera publié au début de 2015.

Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez consulter http://www.dailynebraskan.com/news/unl-professor-creates-world-s-st-human-trafficking-journal/article_e03d58b4-5e32-11e3-8a16-001a4bcf6878.html [en anglais seulement].

Texte d'opinion : Le sensationnalisme déforme le débat sur la traite de personnes (*Edmonton Journal*)

Karen McCrae, coordonnatrice provinciale des programmes pour ACT Alberta, discute des répercussions négatives du sensationnalisme sur la traite de personnes dans ce texte d'opinion publié dans le *Edmonton Journal*: <http://www.edmontonjournal.com/news/Opinion+Sensation+alism+distorts+human+trafficking+debate/9105690/story.html>. [en anglais seulement]

Guide pour la vérification locale de la sécurité : Prévention de la traite de personnes et des activités d'exploitation connexes

Le Guide pour la vérification locale de la sécurité développe pour Sécurité publique Canada, est conçu pour aider à la conception de plans d'action stratégiques pour la prévention de la traite de personnes et d'autres formes de violence et d'exploitation connexes dans les centres urbains du Canada, et pour remédier à d'autres facteurs qui se recoupent et qui ont une incidence sur la vulnérabilité d'une personne. Le Guide adresse les facteurs qui rendent certains groupes plus vulnérables que d'autres à l'exploitation sexuelle ou au travail forcé. Il utilise une approche saine et fondée sur des données probantes, et il tient compte explicitement du sexe et intervenants du secteur public et de la société civile d'évaluer la nature et la portée de ces problèmes dans leur centre urbain, et les aidera à élaborer un plan d'action adapté à ces problèmes et à leur contexte local.

Le guide est particulièrement pertinent pour les représentants des gouvernements provinciaux et territoriaux et des administrations locales ainsi que pour les fournisseurs de services chargés des politiques sur la traite de personnes et l'exploitation connexe ou qui contribuent à ces politiques: les organisations nationales

comme la Fédération canadienne des municipalités (FCM) et le Comité de prévention du crime de l'Association canadienne des chefs de police (ACCP), en raison de leur rôle de direction dans la promotion de la sécurité des collectivités en général, et d'autres organisations nationales qui ont comme mandat de lutter contre l'exploitation; ainsi que des organisations non gouvernementales œuvrant à l'échelle locale et nationale dans le domaine de la traite de personnes et de l'exploitation connexe.

Ce guide aidera les villes canadiennes qui ont déjà élaboré de nombreux partenariats et des stratégies complètes de prévention du crime à effectuer leur travail en se concentrant en profondeur sur la traite de personnes et d'autres questions relatives à l'exploitation. Les villes qui n'ont toujours pas établi une telle approche, mais qui s'intéressent aux questions relatives à la traite de personnes et à l'exploitation, pourront utiliser ce guide en tant qu'outil autonome.

Le guide se trouve à l'adresse <http://www.securitepublique.gc.ca/cnt/rsrscs/pblctns/lcl-sfty-dtgd/index-fra.aspx>.

Utilisation de la messagerie texte pour communiquer avec les victimes de la traite de personnes – Résultats d'une collaboration en matière de recherche entre la collectivité et une université

Ce rapport sur les progrès donne un aperçu d'une collaboration en matière de recherche entre la collectivité et une université servant à étudier l'utilisation de la messagerie texte dans un programme de liaison sur l'exploitation sexuelle dans la ville d'Edmonton. Il présente d'abord une brève description du contexte dans lequel le Centre to End All Sexual Exploitation (CEASE) mène ses programmes de liaison et de soutien, et aborde les difficultés liées à l'augmentation de la publicité présentée en ligne pour des services à caractère sexuel. Le rapport décrit ensuite la collaboration entre CEASE et l'Université de l'Alberta (Faculty of Extension) pour introduire la messagerie texte dans sa stratégie de liaison liée à l'exploitation sexuelle. Il traite ensuite des répercussions de la campagne et des nouvelles pratiques exemplaires, puis se termine par un bref examen des futurs domaines de recherche et de collaboration.

Vous pouvez consulter le rapport à l'adresse <http://www.marslab.ca/using-text-messages-to-reach-victims-of-human-trafficking/>. [en anglais seulement]

PROPOSER DES ARTICLES

Pour proposer des articles sur des activités, des événements ou des nouvelles concernant la traite de personnes, veuillez envoyer vos suggestions à HTT.GTTP@ps-sp.gc.ca.

COORDONNÉES

Pour en savoir davantage sur le bulletin d'information ou pour être ajouté à la liste de distribution, veuillez envoyer un courriel à HTT.GTTP@ps-sp.gc.ca.

Pour consulter le bulletin **en ligne**, veuillez visiter

<http://www.publicsafety.gc.ca/cnt/rsrscs/pblctns/index-eng.aspx?t=hmn-trffckng> (en anglais)

<http://www.securitepublique.gc.ca/cnt/rsrscs/pblctns/index-fra.aspx?t=hmn-trffckng> (en français)

Le présent bulletin d'information est distribué un maximum de quatre fois par année par la **Division des crimes graves et du crime organisé de Sécurité publique Canada**, et son contenu est fourni par les intervenants canadiens œuvrant dans la lutte contre la traite de personnes. Sa pertinence repose sur l'information fournie par nos partenaires. Le contenu et les renseignements contenus dans ce bulletin ne correspondent pas nécessairement l'opinion du gouvernement du Canada ou de Sécurité publique Canada.